

## **Observations d'Altice France**

### **Consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision d'analyse du marché 3b de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse**

**Du 20 février au 3 avril 2023**

#### **1- Définition du marché pertinent**

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Au terme de son analyse prospective, l'ARCEP retient une distinction entre deux marchés : l'un recouvrant les zones AMII (marché 3B.1) et l'un recouvrant les AMEL et RIP (marché 3B.2).

Altice France approuve la délimitation du marché pertinent retenue par l'ARCEP.

#### **2- Régulation *ex ante***

Question 2. Avez-vous des observations sur l'analyse de la pertinence d'une régulation *ex ante* sur les marchés pertinents de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Altice France approuve la position de l'ARCEP et considère nécessaire de maintenir la régulation *ex ante* sur le marché de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.

#### **3- Désignation de l'opérateur exerçant une influence significative**

Question 3. Avez-vous des observations sur la désignation d'Orange comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés pertinents 3B.1 et 3B.2 de fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse ?

Au terme de son analyse prospective, l'ARCEP estime qu'Orange exerce une influence significative sur les marchés pertinents de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse.

Altice France approuve la désignation d'Orange comme opérateur puissant sur le marché pertinent.

#### **4- Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès**

Question 4. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès sur le périmètre des marchés géographiques pertinents 3B.1 et 3B.2 de fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Altice France est favorable au maintien de l'obligation imposée à Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès des opérateurs sur l'ensemble du marché pertinent régulé.

#### **4.1- Obligation d'accès pour la boucle locale cuivre**

##### **4.1.1- Interfaces de collecte**

Question 5. Avez-vous des observations concernant les interfaces proposées par Orange pour la livraison infranationale de ses offres d'accès central sur DSL ? En particulier, avez-vous des observations portant sur la migration des accès livrés sur des interfaces en technologie IP vers la technologie Ethernet ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

##### **4.1.2- Niveau de livraison**

Question 6. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de fournir son offre d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL permettant une couverture nationale à travers un raccordement régional, tel que décrit ci-avant ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

##### **4.1.3- Offre d'accès central haut et très haut débit avec et sans service de téléphonie commutée**

Question 7. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de fournir des offres de gros d'accès central haut et très haut débit de masse sur DSL, respectivement avec et sans service de téléphonie commutée, tel que décrit ci-avant ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

##### **4.1.4- Offre d'accès central haut et très haut débit sans service de téléphonie commutée par transfert de ligne avec conservation du numéro**

Question 8. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange ou à sa mise en œuvre, de proposer aux opérateurs un processus effectif de synchronisation de la livraison de l'accès en ADSL nu et de la conservation du numéro ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

##### **4.1.5- Prestations prévues dans l'offre de référence d'Orange**

Question 9. Avez-vous des observations liées aux prestations listées ci-avant, et qu'Orange prévoit dans son offre de référence ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

#### **4.1.6- Services de médias audiovisuels dans la zone non-dégroupée**

Question 10. Estimez-vous que les conditions économiques et/ou techniques des offres d'accès central sur DSL d'Orange permettent aux opérateurs tiers de proposer dans des délais courts et des conditions tarifaires raisonnables des services de médias audiovisuels non linéaires à leurs abonnés en zone non dégroupée ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

#### **4.1.7- Migrations inter- et intra-offres de gros**

Question 11. Estimez-vous que le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange justifie ou nécessite d'envisager une adaptation des obligations relatives à la fourniture d'offres de migrations inter et intra-offres de gros d'Orange fondées sur le cuivre ?

Altice France s'oppose à toute adaptation des obligations d'Orange relatives à la fourniture d'offres de migration inter- et intra-offres de gros d'Orange fondées sur le cuivre. En effet, il est ainsi indispensable qu'Orange propose toutes les offres de migration répondant aux besoins des opérateurs tiers.

#### **4.1.8- Colocalisation des équipements et raccordement des réseaux**

Question 12. Avez-vous des observations relatives aux obligations imposées à Orange et portant sur la colocalisation des équipements et/ou de raccordement des points de livraison, en tant que ressources associées à son obligation d'accès sur les marchés 3B.1 et 3B.2 ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

#### **4.1.9- Informations préalables**

Question 13. Avez-vous des observations liées à l'obligation d'Orange de mise à disposition d'informations préalables à l'accès ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

### **4.2- Obligation d'accès dans le cadre de la fermeture de la boucle locale de cuivre**

Pour les questions relatives à la fermeture de la boucle locale de cuivre, à savoir les questions 14 à 18, Altice France renvoie à ses remarques au point 3.2 de sa réponse relative au marché 1.

#### **4.2.1- Maille géographique de fermeture par zone**

Question 14. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il, selon vous, prévoir une maille de fermeture infra-communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?

#### **4.2.2- Modalités de fermeture commerciale**

Question 15. Pour permettre le recours à un délais de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

#### **4.2.3- Modalités de fermeture technique**

Question 16. Que pensez-vous de la faculté introduite d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?

#### **4.2.4- Critère relatif à l'infrastructure FTTH de substitution disponible**

Question 17. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande » des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

#### **4.2.5- Modalités de contrôle**

Question 18. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

### **5- Obligation de non-discrimination**

Question 19. Avez-vous des observations liées à l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée, ou des observations liées aux précisions portant sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

Ces remarques n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

### **6- Obligation de transparence et de publication**

Question 20. Avez-vous des observations sur le principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses tarifaires introduites par Orange ? Quel serait, selon

vous, le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité (en en justifiant les raisons) ? Globalement, avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

## 7- Obligation de qualité de service

Question 21. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de publier chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?

Ces mesures n'appellent aucune remarque de la part d'Altice France.

### 7.4- Qualité des accès livrés

Question 22. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Altice France déplore que les pénalités actuelles ne soient pas incitatives puisqu'elles n'incitent jamais Orange à prendre les mesures concrètes lui permettant d'atteindre les seuils de qualité de service qu'il est censé respecter. **La mauvaise qualité de service sur le réseau cuivre n'a donc quasiment aucun impact pour Orange alors que les opérateurs commerciaux, quant à eux, doivent faire face à l'insatisfaction régulière de leurs clients et donc à une dégradation constante de leur image de marque.**

Altice France considère que si Orange manque à ses engagements de qualité de service, c'est en raison d'un manque d'incitation suffisante de maintenir une qualité de service satisfaisante.

Face à ce constat, il devient impératif de **lier le non-respect par Orange de chacun des seuils fixés par l'ARCEP pour les indicateurs de qualité de service à un mécanisme de pénalités qui joue pleinement son rôle incitatif**. C'est pourquoi Altice France demande une majoration importante des sanctions financières en cas de non-respect des objectifs et un durcissement des objectifs :

- D'abord, si les seuils des indicateurs qualité de service ne sont pas respectés, **Orange doit être tenu de payer des pénalités qui soit à la fois dissuasives, non-plafonnées et asymétriques**, c'est-à-dire dont les montants soient suffisamment élevés pour inciter Orange à respecter les seuils réglementaires de qualité de service.

- Ensuite, et comme le soutenait déjà Altice France à l'occasion des différentes consultations publiques sur le cycle d'analyse en court, si les seuils ne sont pas atteints de manière continue, les pénalités doivent mécaniquement augmenter.

- Enfin, si après un certain délai (par exemple 6 mois), Orange ne respecte toujours pas les seuils fixés, l'ARCEP doit utiliser ses prérogatives : mettre en demeure Orange et le sanctionner s'il ne respecte pas les prescriptions de la mise en demeure.

En outre, comme Altice France a déjà pu l'évoquer dans ses réponses aux consultations du cycle en cours, elle est totalement opposée à la mise en œuvre du mécanisme de réévaluation au fil du temps des seuils des indicateurs relatifs aux délais qui ont été introduits par le cycle en cours.

Un tel assouplissement des seuils des indicateurs est d'autant moins justifié alors qu'Orange ne respecte toujours pas tous les niveaux de qualité de service minimaux qui lui sont imposés sur le cuivre et alors que les accès cuivre ayant fait l'objet d'une fermeture commerciale effective sont exclus du respect des seuils de qualité de service.

## **8- Obligation de contrôle tarifaire**

### **8.1- Obligation différenciée géographiquement sur le marché 3B.2**

Question 23. Avez-vous des observations sur le principe de différenciation géographique de l'obligation de contrôle tarifaire, et en particulier sur la distinction proposée dans le présent projet de décision ?

#### **8.1.1- Révision des périmètres des zones géographiques du marché 3B.2**

Question 24. Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

L'ARCEP propose une différenciation du contrôle tarifaire selon l'intensité concurrentielle des offres de bitstream alternatif. Elle considère ainsi que la zone ZB1 et une partie de la zone ZB2 (dite concurrentielle) compte assez d'offres alternatifs de *bitstream* notamment FTTH et câble pour lever la régulation tarifaire sur l'offre *bitstream* cuivre d'Orange. Cependant, si l'ARCEP liste et mesure correctement les propositions alternatives du côté de l'offre, elle omet totalement d'analyser le comportement des clients finals du côté de la demande.

En effet, alors que pour le client final, la source d'approvisionnement de son opérateur en *bitstream* cuivre lui est totalement inconnue et transparente, ce n'est absolument pas le cas pour le *bitstream* FTTH.

Comme nous l'avons déjà largement développé en réponse aux propositions de régulation tarifaire du marché 1, le passage du cuivre au FTTH occasionne un certain nombre de « *switching costs* » ou coûts de transfert qui impliquent que les offres de *bitstream* FTTH constituent un concurrent imparfait à l'offre de bitstream cuivre généraliste d'Orange.

Dès lors, la puissance d'Orange sur le bitstream cuivre reste extrêmement élevée et il ne serait pas raisonnable de lever l'obligation tarifaire d'orientation vers les coûts sur les zones ZB1 et ZB2.

Altice France demande à l'ARCEP de compléter son analyse en prenant en compte ces éléments qui affaiblissent sa vision de la concurrence sur ces zones et d'en conclure au maintien de l'orientation vers les coûts sur l'ensemble des zones ZB1 et ZB2.

## 9- Obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable

Question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès central en position déterminée ?

Concernant l'obligation de comptabilisation des coûts et de séparation comptable, Altice France s'interroge sur la pertinence de la référence de coûts aujourd'hui utilisée pour établir ces tarifs visés dans le *price-cap* à venir. A l'instar de ce que l'ARCEP utilise comme référence pour les tarifs du dégroupage, il semble que pour les tarifs des accès bitstream, la référence de coûts à utiliser est celle du modèle BLOM et en aucun cas une référence à la comptabilité réglementaire d'Orange.

En effet, dans une phase de fin de technologie et de diminution rapide du parc cuivre jusqu'à son extinction totale, la référence à un coût issu de la comptabilité réglementaire fait peser sur les opérateurs alternatifs un risque de hausse brutale, non maîtrisée et non prévisible des tarifs.